

13 septembre 2019 – Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

Motion de soutien aux grévistes de la RATP

La Fédération des Services publics apporte tout son soutien à la grève des agents de la RATP, rassemblés dans l'unité syndicale (CGT, FO, SUD, CGC, UNSA et RS RATP) pour exprimer leur rejet de la réforme Macron-Delevoye qui entend mettre en place un système universel de retraites par points et supprimer tous les régimes particuliers.

Les grévistes de la RATP, avec leurs organisations syndicales, exigent le maintien de leur régime particulier et ils ont raison. Cette grève, massivement suivie, constitue le premier acte de la mobilisation pour faire reculer Macron.

Dans notre champ syndical, la grève unitaire des Sapeurs-pompiers professionnels entre dans son $4^{\text{ème}}$ mois. Dans leurs revendications, les pompiers exigent notamment le recrutement statutaire massif de pompiers professionnels, le retrait de la loi de transformation de la fonction publique et la défense de notre régime particulier, la CNRACL.

Dans la Fonction publique territoriale, en effet, la loi de transformation de la Fonction publique adoptée le 6 août dernier organise méthodiquement le démantèlement des plus grandes conquêtes sociales et démocratiques des fonctionnaires. Elle entend limiter le droit de grève, c'est-à-dire le droit de revendiquer et de défendre les revendications. Elle entend en finir avec les instances paritaires (CT, CAP, CHSCT) en les fusionnant. Elle organise le recrutement massif d'emplois contractuels dans le but, à terme, de remettre en cause l'indépendance des fonctionnaires et d'accompagner la privatisation massive des services publics que le président des riches veut mettre en œuvre. Nous demandons l'abrogation de cette loi liberticide.

Démolir le statut des fonctionnaires, supprimer nos régimes de retraite solidaire, accélérer les privatisations, il est là le « nouveau contrat social » de Macron et Philippe.

Comme les agents de la RATP aujourd'hui, la Fédération des Services publics exige le maintien de la CNRACL et de l'IRCANTEC* comme de tous les régimes et demande le retrait du projet Macron-Delevoye de système universel de retraites par points.

C'est notamment sur ces mots d'ordre que nous participerons à la journée de grève et de mobilisation du 24 septembre appelée par la CGT.

^{*} Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales et Caisse de retraite des non titulaires de la Fonction publique